

Régulation ou nationalisation ?

Michel Husson

SoZ *Sozialistische Zeitung*, november 2008

Au lendemain de l'annonce du plan de sauvetage européen, les Bourses sont reparties à la hausse, avant de plonger à nouveau les jours suivants. Cela signifie que les spéculateurs ont compris que la récession était en train de prendre le relais de la crise strictement financière. Les sommes énormes mises à disposition des banques sous forme de crédits ou de prises de participation (les « nationalisations ») n'ont pas suffi à calmer les marchés financiers.

La débâcle a eu au moins un effet positif puisqu'elle a pulvérisé et déconsidéré pour très longtemps l'idée que la déréglementation conduisait à un fonctionnement optimal de la finance. A part quelques irréductibles, les avocats repentis de la libéralisation intégrale n'ont qu'un mot à la bouche : il faut réguler cette finance devenue folle.

Ils ont raison et donnent raison aux altermondialistes qui dénoncent depuis longtemps l'hypertrophie de la finance. Normalement, les banques ont un rôle d'intermédiaire ; pour aller vite, elles transforment des ressources à court terme en crédits à long terme. Mais leur rôle s'est transformé et elles sont devenues des intervenants actifs sur des marchés financiers de plus en plus spéculatifs. Ce qui restait de réglementation a été tourné par l'utilisation de techniques sophistiquées et difficilement maîtrisables. A l'origine de la crise des *subprimes*, il y a le mécanisme pervers de « titrisation » (*Verbriefung*) qui permet aux banques de se débarrasser de leurs créances douteuses en les mélangeant avec d'autres puis de les vendre sous forme d'un titre (*Wertpapier*). Le risque attaché à ces différentes créances se met à circuler et ne fait plus partie du bilan : la banque échappe ainsi aux règles prudentielles (*Aufsichtsrechtlichen Vorschriften*) qui lui imposent une certaine proportion de fonds propres.

La régulation vise alors à ramener la finance à un fonctionnement « normal ». Les mesures discutées portent sur l'effet de levier (*Hebelwirkung*) qui permet de démultiplier la somme dont une institution financière dispose initialement ; sur les produits dérivés (*Finanzderivate*) qui permettent des opérations complexes d'achat et de vente à terme ; sur la séparation stricte entre banques commerciales et banques d'investissement ; sur les normes comptables ; sur les règles prudentielles ; sur les paradis fiscaux. Sur chacun de ces points, il existe des propositions techniques avancées depuis longtemps aussi par un certain nombre d'experts.

Le problème est que les dirigeants capitalistes n'ont aucune envie de prendre des mesures réelles, ou seulement de manière partielle et provisoire. La raison de fond est que la finance est inextricablement liée au capitalisme « productif » et qu'il n'est pas possible de distinguer le capitalisme entrepreneurial et le capitalisme financier, comme a cherché à le faire Sarkozy dans son discours de Toulon. Les profits des uns et des autres reposent sur une base commune qui est l'augmentation tendancielle du taux d'exploitation (1). Ils ont donc des intérêts communs, et Henri Paulson, par exemple, est l'ancien PDG de la banque Goldman Sachs. Ils peuvent à la rigueur concéder quelques mesures limitant les *golden parachutes*, mais c'est le moyen de réagir à un scandale voyant mais relativement secondaire, pour éviter de prendre de mesures structurelles.

Ce n'est pas un procès d'intention : il n'y a strictement rien, ni dans le plan Paulson, ni dans le plan européen, qui imposerait aux banques une réglementation plus stricte en contrepartie de l'aide publique qui leur est apportée. Les « nationalisations » ne sont que partielles et provisoires : elles sont destinées à renflouer les banques, aider à leur restructuration et finalement les remettre au privé une fois assainies. Le but de ces plans, c'est de rétablir le profit des banques, comme le dit un économiste de banque français, peu suspect d'anticapitalisme (2).

Le seul moyen d'imposer une véritable régulation serait la nationalisation intégrale des banques et des assurances. Il ne s'agit pas ici de faire de la surenchère mais d'apporter une réponse simplement cohérente à la situation actuelle. Une nationalisation qui ne soit pas partielle et ne se limite pas à des prises de participation provisoires permettrait de vraiment « ouvrir les livres de compte », de consolider les créances croisées, de nationaliser autre chose que les pertes, de sauver les victimes de l'escroquerie des *subprimes*, au lieu de préserver les profits bancaires.

La crise actuelle a démontré que la finance privée conduit à la catastrophe sociale. Reste alors à en tirer la conclusion : le crédit et l'assurance relèvent du service public, il faut les mettre au service de la satisfaction des besoins sociaux, et cela passe par une gestion démocratique.

(1) Michel Husson, « Der tendenzielle Anstieg der Ausbeutungsrate », *Inprekorr* Nr. 436/437, März/April 2008, <http://hussonet.free.fr/ipk436.pdf>

(2) Patrick Artus, « Le but ultime du plan de sauvetage des banques aux Etats-Unis », 26 septembre 2008, <http://gesd.free.fr/but700.pdf>